

À Montreuil, le mardi 23 avril 2024

## Le gouvernement veut brader la sécurité pendant les JOP !

**Après avoir tenté de réquisitionner les gendarmes retraités, après avoir refusé les congés des agents de sécurité en poste, après avoir proposé à foison des formations bradées à tous les étudiants volontaires, aux privés d'emploi et aux retraités de tous secteurs (au moyen d'une carte professionnelle éphémère), le gouvernement ratisse encore plus large pour pallier le manque d'agents afin d'assurer la sécurité pendant les JOP.**

Un projet de décret compte ouvrir « *la possibilité pour un agent public d'exercer à titre accessoire une activité lucrative salariée d'agent privé de sécurité à l'occasion des jeux olympiques et paralympiques 2024* ».

Cette ouverture constitue une énième attaque contre la profession qui souffre de conditions de travail terribles, de salaires misérables et de chantage à la carte professionnelle. Le patronat de ce secteur ne peut que se frotter les mains d'une telle manne de main d'œuvre temporaire qui lui permettra de maintenir les travailleurs de ce secteur dans une précarité à long terme.

La Fédération CGT Commerce et Services dénonce l'irresponsabilité du gouvernement qui pousse au dévoiement d'un métier qui se veut régalien tout en bradant la sécurité des personnes.

Elle appelle gouvernement et patronat à mieux considérer les agents de sécurité en augmentant de toute urgence les salaires et en améliorant leurs conditions de travail, seul levier d'attractivité pour ces métiers sensibles et d'une importance extrême.

**La Fédération CGT Commerce et Services apporte son soutien total à tous les travailleurs et travailleuses de la sécurité privée, et les appelle à se mobiliser massivement d'ici l'ouverture des JOP pour revendiquer leurs droits.**

### Contact presse

Amar Lagha  
Secrétaire général  
Tél : 01 55 82 76 79